



MOT DU COORDONNATEUR



L'année fiscale 2017 s'achève sur une note globale satisfaisante au regard des nombreuses réalisations enregistrées dans les domaines couverts par le Centre à savoir : l'administration des revenus, la gestion des finances publiques, les statistiques, la gestion de la dette publique et la supervision du secteur bancaire.

Au titre de ces réalisations, on peut citer : la participation des pays à l'enquête internationale sur l'administration fiscale ou International Survey On Revenue Administration (ISORA), l'accompagnement à l'élaboration du nouveau code des douanes de la CEMAC, la réforme du budget programme au Gabon, la feuille de route d'adoption de la nouvelle méthodologie des statistiques des finances publiques et du Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE) CEMAC et du Manuel des Statistiques des Finances publiques 2014 du FMI, le rattrapage des retards dans l'élaboration des comptes nationaux, le renforcement des échanges interrégionaux sur les opportunités et les risques liés à l'accès aux marchés des capitaux internationaux et le développement des capacités des superviseurs bancaires de l'Afrique centrale en organisant des séminaires régionaux méthodologiques.

La période de février à avril 2017 a été plus particulièrement marquée par l'organisation de sept (7) séminaires régionaux dans divers domaines dont deux co-organisés avec AFRITAC Sud sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles et la collaboration entre les administrations douanière et fiscale.

En effet, il convient de noter que ces succès résultent entre autres de l'engagement des pays membres et de la flexibilité du Centre dans les modalités de délivrance de l'assistance technique. Ces réussites sont aussi le fruit de l'étroite collaboration et de la coordination permanente existants entre le centre et les partenaires au développement que nous saluons pour leurs appuis constants.

Au cours de l'année fiscale 2018, AFRITAC Centre se mobilisera davantage pour remplir plus pleinement son engagement de renforcement de capacités pour ses pays membres en comptant sur le concours de ces pays et celui de l'ensemble des partenaires au développement.

Paulo Drummond

ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE : RESULTATS ATTEINTS (1^{er} FEVRIER – 30 AVRIL 2017)



Burundi

Statistiques macroéconomiques, 3/04/2017-14/04/2017 à Libreville : Mise en place des comptes nationaux trimestriels selon le SCN 1993.

Statistiques des finances publiques, 13/03/2017-17/03/2017 à Libreville : Appui à la méthodologie du Manuel de Statistiques des Finances Publiques 2014 (MSFP 2014) et sur la production des tableaux du cadre analytique, essentiellement, le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE).

Régulation et supervision bancaires, 13/03/2017-17/03/2017 à Libreville : Atelier technique des cadres de la Banque de la République du Burundi (BRB) sur les orientations pour la transposition de Bâle III dans le domaine de la liquidité (LCR). **3/04/2017-7/04/2017 à Libreville :** Formation à l'attention des superviseurs bancaires récemment recrutés par la BRB, portant sur la notice du Comité de Bâle « Principes fondamentaux pour un contrôle bancaire efficace ».



Cameroun

Administrations des revenus, 27/04/2017-10/05/2017 à Yaoundé : Intégration des missions douanières et fiscales en vue de prévenir et lutter contre les fraudes. Renforcement des structures d'enquêtes et de recherches fiscales.

Gestion des finances publiques, 03/04/2017-14/04/2017 à Yaoundé : Appui à la mise en place d'un contrôle des dépenses modulé.

Statistiques macroéconomiques, 30/01/2017-10/02/2017 à Yaoundé : Appui à la dessaisonnalisation des comptes nationaux trimestriels du Cameroun basés sur la série des comptes nationaux établis selon le système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008).



République Centrafricaine

Administration des revenus, 06/03/2017-17/03/2017 à Bangui : Evaluation et actualisation des mesures prioritaires de mobilisation de recettes douanière et fiscale.

Gestion des finances publiques, 13/03/2017-24/03/2017 à Bangui : Appui à la reconstruction des fonctions budgétaire et comptable de l'Etat.

Statistiques macroéconomiques, 13/03/2017-24/03/2017 à Bangui : Rattrapage des retards des comptes nationaux et formation des comptables nationaux.



Statistiques des finances publiques, 13/02/2017-24/02/2017 à Bangui : Appui sur la méthodologie du Tableau des opérations financières de l'État (TOFE) conformément au Manuel de statistiques des finances publiques 2001 (MSFP 2001) et à la Directive no. 05/11-UEAC-190-CM-22 portant TOFE (la directive « TOFE »), et sur la production des tableaux du cadre d'analyse minimum.

Gestion de la dette publique, 20/02/2017-03/03/2017 à Bangui : Renforcement des capacités en gestion du portefeuille de la dette publique ; **27/03/2017-07/04/2017 à Bangui** : Proposition d'un plan d'action de réformes du cadre juridique et institutionnel de gestion de la dette publique



République du Congo

Statistiques macroéconomiques, 30/01/2017-10/2/2017 à Brazzaville : Formation des comptables nationaux au Système de Comptabilité Nationale de 2008

Administration des revenus, 13/02/2017-22/02/2017 à Brazzaville : Intégration des missions douanières et fiscales en vue de prévenir et lutter contre les fraudes. Renforcement des structures d'enquêtes et de recherches fiscales.

Gestion de la dette publique, 20/03/2017 - 24/03/2017 à Brazzaville : Formation sur l'analyse de viabilité de la dette, avec la collaboration du siège du FMI (département SPR).



Gabon

Administration des revenus, 07/02/2017-10/02/2017 à Libreville : Intégration des missions douanières et fiscales dans le cadre du renforcement de la lutte contre la fraude à la TVA ; **05/04/2017 au 14/04/2017 à Libreville** : Mise en place d'un système automatisé de gestion des risques et de sélectivité des contrôles douaniers.

Statistiques des finances publiques, 03/04/2017-14/04/2017 à Libreville : Elaboration des TOFE base MSFP 2014 des exercices 2012-2015.



Tchad

Administration des revenus, 03/04/2017-14/04/2017 à N'Djamena : Maîtrise/suivi et contrôle à destination des importations de marchandises exonérées.

Gestion de la dette publique, 13/03/2017-23/03/2017 à N'Djamena : Formation des agents sur la gestion des risques liés au portefeuille de la dette publique.

Gestion des finances publiques, 17/04/2017-28/04/2017 à N'Djamena : Appui à la mise en place d'un contrôle des dépenses modulé.

SEMINAIRES REGIONAUX

Administration des revenus, 14/02/2017-17/02/2017 à Brazzaville : Séminaire régional sur le renforcement de la vision régionale des réformes douanières ; **13/03/2017-17/03/2017 à Libreville** : Séminaire interrégional sur l'intégration des missions douanières et fiscales dans la lutte contre les fraudes.

Gestion des finances publiques, 06/03/2017-10/3/2017 à Libreville : Séminaire régional sur le contrôle et l'audit internes.

Statistiques des finances publiques, 24/04/2017-28/04/2017 à Douala : Séminaire régional pluridisciplinaire sur les aspects pratiques de l'adoption du MSFP 2014 et de la directive du TOFE CEMAC.

Gestion de la dette publique, 24/04/2017-28/04/2017 à Libreville : Séminaire régional sur la gestion des risques financiers liés au portefeuille de la dette publique.

Régulation et supervision bancaires, 20/02/2017-24/02/2017 à Libreville : Séminaire régional méthodologique sur la maîtrise des risques opérationnels dans les banques.

Training, 13/03/2017-17/03/2017 à Port-Louis (Maurice) : Co-organisation avec AFRITAC South du cours sur la gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles.

Encadré : Séminaire régional AFRITAC Centre sur la gestion des risques liés au portefeuille de la dette publique

Du 24 au 28 avril 2017, l'AFRITAC Centre (AFC) a organisé, à Libreville au Gabon, un séminaire régional sur la gestion des risques liés au portefeuille de la dette publique.

En l'absence de Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme dans la plupart des pays de la région, le volet analyse et gestion des risques n'étant pas bien couvert par les activités de la dette pour aider à minimiser le coût des emprunts, assurer un meilleur choix des instruments d'endettement et réduire l'exposition du portefeuille de la dette aux différents risques notamment les risques du marché.

Ce séminaire visait à sensibiliser les gestionnaires de la dette sur l'importance du volet de la gestion des risques liés au portefeuille de la dette dans l'amélioration de la gestion de la dette publique, la réduction du coût des emprunts et l'amélioration de la qualité du portefeuille de prêts. Le séminaire a aussi mis l'accent sur l'importance de la mise en place d'un cadre de gestion des risques qui permettra d'analyser et identifier les risques liés au portefeuille de dette et de prendre les actions nécessaires en vue d'atténuer ces risques en relation avec les objectifs de la stratégie de la dette dans les pays membres.

Encadré : Séminaire régional AFRITAC Centre sur la supervision du dispositif de maîtrise des risques opérationnels dans les banques

Du 20 au 24 février 2017, l'AFRITAC Centre (AFC) a organisé, à Libreville au Gabon, un séminaire régional méthodologique dans le domaine de la régulation et supervision bancaire, portant sur la supervision du dispositif de maîtrise des risques opérationnels dans les banques. Ce séminaire s'est inscrit dans la continuité du précédent séminaire de même nature consacré à la supervision du dispositif de contrôle interne, en décembre 2016.

Ce séminaire a regroupé 69 superviseurs de la sous-région, dont 57 de la Commission Bancaire pour l'Afrique Centrale (COBAC), 7 de la Banque Centrale du Congo (BCC) et 5 de la Banque de la République du Burundi (BRB). En outre, avec l'appui de l'AFRITAC Sud, 2 superviseurs de la Banque Centrale des Comores et 1 superviseur de la Banque Centrale de Madagascar, pays francophones, ont été invités à bénéficier des apports de ce séminaire organisé en langue française.

Le séminaire a été préparé et animé « sur mesure » par un expert court terme recruté par l'AFC, M. Jean-Charles NORMAND, inspecteur général de la Banque de France et chef de mission à l'ACPR, avec l'appui du conseiller résident. Capitalisant sur le succès du précédent séminaire, une approche pédagogique a été retenue, centrée sur la méthodologie de contrôle selon l'approche basée sur les risques, avec un plus grand nombre d'exemples et de cas concrets tirés d'expériences vécues, complétés par des présentations faites par les autorités concernant leurs pratiques. Cela a permis de focaliser l'attention sur les modes opératoires efficaces pour le contrôle sur pièces et le contrôle sur place, et a suscité des échanges de vues nourris avec les participants, répondant ainsi à l'objectif de développement des capacités.

Sur le fond, les aspects globaux suivants ont été développés : (i) les principes de référence pour la supervision des risques opérationnels, (ii) la supervision de l'organisation et de la gouvernance des risques opérationnels, (iii) le contrôle de l'analyse et de la mesure des risques opérationnels (avec un éclairage concernant la cartographie des risques, la gestion des incidents et les indicateurs de risque), (iv) le contrôle de la surveillance et de la maîtrise des risques opérationnels. En outre, trois thématiques sensibles, spécifiques au contrôle des risques opérationnels, ont été examinées, portant sur : (i) le risque de fraude, (ii) les prestations essentielles externalisées, (iii) la continuité d'activité.

Pour que l'impact de ce séminaire soit optimal, il importe que les autorités affinent leur cadre réglementaire relatif aux risques opérationnels et développent des guides méthodologiques internes afin d'encadrer leurs travaux de contrôle sur pièces et de contrôle sur place.

Encadré : Séminaire régional pluridisciplinaire AFRITAC Centre sur les aspects pratiques de l'adoption du Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2014 (MSFP 2014) du FMI et de la directive TOFE CEMAC

La Communauté Economique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC), a adopté en décembre 2011, un ensemble de directives visant à harmoniser la gestion des finances publiques par ses pays-membres. L'une de ces directives est le Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE), dont la méthodologie de référence est le Manuel des Statistiques des Finances Publiques de 2001 du FMI.

En plus de répondre aux exigences de la CEMAC, la mise en œuvre de la Directive du TOFE (notamment l'extension du champ institutionnel à l'ensemble des administrations publiques et la comptabilisation de l'ensemble des transactions y compris les transactions non monétaires) fournit l'occasion de mettre en place un véritable système de production des SFP conformes aux normes et bonnes pratiques internationales. Une période de dix ans avait été prévue pour la mise en œuvre de l'intégralité des différentes phases de la Directive du TOFE, mais il n'y avait pas de plan d'actions détaillé pour sa mise en œuvre, tenant en compte les circonstances et les ressources propres à chaque pays.

AFC a organisé un séminaire régional pluridisciplinaire à Douala, Cameroun, du 24 au 28 avril 2017, au profit des cadres responsables de l'élaboration du TOFE des pays-membres de la CEMAC, ainsi que du reste des pays sous AFC, à savoir, le Burundi, la République Démocratique du Congo et São Tomé et Príncipe. Le thème du séminaire était « les aspects pratiques de l'adoption du Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014) ».

Lors de ce séminaire, les participants ont pu identifier les principaux obstacles qui ont occasionné le retard de l'adoption de la nouvelle méthodologie du TOFE, dont : (i) Le manque de données source conformes aux nouvelles exigences de la base comptable des droits constatés, due à une comptabilité publique qui est encore tenue sur base caisse ; (ii) L'absence d'un cadre institutionnel optimal sur le processus de production des statistiques et la faiblesse des moyens matériels ; (iii) La faible capacité des ressources humaines et leur instabilité ; (iv) L'appui de la hiérarchie.

Afin de préparer les pays à l'adoption de la nouvelle méthodologie, les participants ont été appuyés sur l'élaboration d'une feuille de route détaillée de migration progressive vers la méthodologie du MSFP 2001/2014, de la transmission et à la diffusion des données à la CEMAC et au FMI comme requis par la Directive et le FMI. Les résultats attendus de ces plans d'action, prenant en compte les spécificités de chaque pays selon des échéances indicatives sont les suivants : (i) Création d'un groupe de travail dédié aux SFP et instituer des réunions périodiques ; (ii) Formations sur la méthodologie du MSFP 2001/2014 et appui technique par AFC ; (iii) Elaboration et/ou finalisation des tableaux de passage entre la Nomenclature BE/PCE et les comptes du nouveau TOFE ; (iv) Mise en place d'un système intégré de gestion des finances publiques (SIGFP) ; (v) Production et diffusion des tableaux détaillés des recettes et dépenses (classification économique et fonctionnelle) pour tous les sous-secteurs de l'administration publique ; (vi) Production et diffusion de l'état des stocks d'actifs et de passifs pour tous les sous-secteurs de l'administration publique ; (vii) Production et diffusion des statistiques de la dette publique.

ACTIVITES D'ASSISTANCE TECHNIQUE : RESULTATS ATTENDUS

(1^{er} MAI – 31 JUILLET 2017)



Burundi

Gestion de la dette publique, 31/07/2017-04/08/2017 à Libreville : Formation sur le processus d'élaboration de la stratégie de gestion de la dette.



Cameroun

Administration des revenus, 19/06/2017-30/06/2017 à Yaoundé : Suivi/apurement des transits et contrôle à destination et 17/07/2017-28/07/2017 à Yaoundé : Programmation/conduite des contrôles fiscaux et renforcement de la collaboration douanes/impôts.

Gestion des finances publiques, 15/05/2017-26/05/2017 à Yaoundé : Amélioration et fiabilisation des comptes.



République Centrafricaine

Administration des revenus, 12/06/2017-23/06/2017 à Bangui : Modernisation des procédures fiscales de déclaration et de paiement.

Gestion des finances publiques, 22/05/2017-03/06/2017 à Bangui : Appui à la préparation et à l'exécution du budget et des documents budgétaires.

Statistiques macroéconomiques, 02/05/2017-12/05/2017 à Bangui : Rattrapage des retards des comptes nationaux et formation des comptables nationaux.

Statistiques des finances publiques, 19/06/2017-30/06/2017 à Bangui : Mise en place de la Directive TOFE (05/11 - UEAC-190-CM-22) basée sur le manuel des statistiques des finances publiques 2001/2014 (MSFP 2001/2014).



République du Congo

Administration des revenus, 19/06/2017-29/06/2017 à Brazzaville : Appui à la traçabilité des marchandises et à la sécurisation des procédures de dédouanement.

Gestion des finances publiques, 10/07/2017-21/07/2017 à Brazzaville : Renforcement des capacités en production des états comptables.

Statistiques macroéconomiques, 03/07/2017-14/07/2017 à Brazzaville : Appui aux travaux des comptes définitifs 2014.



République Démocratique du Congo

Gestion des finances publiques, 17/07/2017-29/07/2017 à Kinshasa : Intégration des opérations sur ressources affectées dans la loi de finances.

Statistiques macroéconomiques, 03/07/2017-14/07/2017 à Kinshasa : Appui aux travaux des comptes définitifs 2014.

Statistiques des finances publiques, 17/07/2017-28/07/2017 à Kinshasa : Appui aux travaux d'élaboration des TOFE des années 2011-2015.

Gestion de la dette publique, 22/05/2017-02/06/2017 à Kinshasa : Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette.

Régulation et supervision bancaires, 17/07/2017-28/07/2017 à Kinshasa : Révision de la réglementation prudentielle relative au contrôle interne et à la gestion des risques.



Gabon

Administration des revenus, 17/07/2017-28/07/2017 à Libreville : Appui à la traçabilité des marchandises et à la sécurisation des procédures de dédouanement.

Gestion des finances publiques, 23/06/2017-04/07/2017 à Libreville : Appui sur les opérations financières liées ressources affectées et la tutelle des établissements publics.

Statistiques macroéconomiques, 30/05/2017-09/06/2017 à Libreville : Appui au rattrapage des retards des comptes nationaux et formation.



Guinée équatoriale

Statistiques des finances publiques, 24/07/2017-28/07/2017 à Malabo : Appui à la mise en œuvre du manuel des statistiques 2014 du FMI.



Sao Tomé et Principe

Statistiques des finances publiques, 24/07/2017-28/07/2017 à Sao Tomé : Appui à la mise en œuvre du manuel des statistiques 2014 du FMI.



Tchad

Gestion des finances publiques, 26/06/2017-08/07/2017 à Ndjamena : Elargissement de la couverture du budget aux fonds affectés et amélioration de la tutelle financière des organismes publics.

Gestion de la dette publique, 05/06/2017-16/06/2017 à Ndjamena : Appui à l'élaboration des supports de reporting de la dette.

CEMAC

Gestion des finances publiques, 23/05/2017-25/05/2017 à Ndjamena : Participation à l'atelier de formation des parlementaires de la CEMAC.

COBAC

Régulation et supervision bancaires, 08/05/2017-19/05/2017 à Libreville : Renforcement des processus de gestion des procédures internes et de rédaction des textes réglementaires ; **29/05/2017-31/05/2017 à Libreville :** Séminaire régional CSBAOC sur la supervision sur base consolidée ; **01/06/2017-09/06/2017 à Libreville :** Appui à la mise en œuvre de la supervision sur base consolidée ; **26/06/2017-11/07/2017 à Libreville :** Développement de la méthodologie du contrôle sur pièces.

ATELIER PAYS

Gestion des finances publiques, 03/07/2017-07/07/2017 à Libreville : Atelier technique délocalisé en comptabilité publique et gestion de la trésorerie au profit du **Burundi**, de la **Guinée équatoriale** et du **Tchad**.

SEMINAIRES REGIONAUX

Gestion de la dette publique, 17/07/2017-21/07/2017 à Libreville : Séminaire régional sur l'analyse de viabilité de la dette, organisé en collaboration avec le siège du FMI (Département SPR).

AFRITAC CENTRE EST UNE INITIATIVE DU FMI SOUTENUE PAR LES ETATS MEMBRES ET LES PARTENAIRES SUIVANTS :



Affaires étrangères, Commerce
et Développement Canada



PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

I- DIRECTEUR/COORDONNATEUR : PAULO DRUMMOND

II- CONSEILLERS RESIDENTS :

ADMINISTRATION DES REVENUS : ANTHONY RAMAROZATOVO

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES : AGNES TURENNE, ABDOULAYE TOURE

STATISTIQUES MACROECONOMIQUES : HUBERT GBOSSA

STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES : FRANCIS GAHIZI

GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE : CHAKER SOLTANI

REGULATION ET SUPERVISION BANCAIRES : ALEXIS BOHER

III- EQUIPE ADMINISTRATIVE :

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE : MARIE-HELENE ISSEMBE

CHARGE DE PROJETS : ARMEL HOUTSA

ASSISTANTES ADMINISTRATIVES : CARINE MBOUMBA, LARISSA MABIKA BALENGA,

LAETITIA DJENA DJEMBO